

#UCLGMeets

Rapport général des réunions du Bureau exécutif 2025 de CGLU

1-3 avril 2025, Séville

**LES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX,
MOTEURS DU DÉVELOPPEMENT**



#UCLGMEETS

BUREAU EXÉCUTIF 2025

1-4 AVRIL, SÉVILLE



LES GOUVERNEMENTS
LOCAUX ET RÉGIONAUX,
MOTEURS DU DÉVELOPPEMENT

Index

1. Introduction
2. Résultats du débat politique du Bureau exécutif
3. Résumé des décisions
4. Rapport des principales décisions
5. Adhésions approuvées
6. Calendrier des événements clés 2025

DANS LE CADRE DU :



VI FORUM MONDIAL SUR LE
DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE
LOCAL

AVEC LA COLLABORATION DE :





Introduction

1. Sous le thème « **Les gouvernements locaux et régionaux, moteurs du développement** », la première session du Bureau exécutif 2025 s'est tenue à Séville du 1^{er} au 4 avril, dans le cadre du Forum mondial sur le développement économique local.
2. Le Forum, organisé par FAMSI, en partenariat avec CGLU, le PNUD, l'OIT, le FMDV et ORU-Fogar, a rassemblé plus de 2 000 participant·e·s issu·e·s de gouvernements locaux et régionaux, du secteur privé, de la société civile, du monde universitaire et d'organisations internationales. Il s'agissait d'une occasion cruciale de renforcer les liens entre les acteurs et de veiller à ce que les stratégies économiques ne soient pas imposées d'en haut, mais co-construites avec les communautés mêmes qu'elles cherchent à servir. Ce processus ouvert et inclusif visait à reconnaître et à libérer le potentiel du développement économique local pour relever les défis mondiaux et mettre en œuvre les Objectifs de développement durable (ODD).
3. Les thèmes clés abordés lors du Forum comprenaient la triple transition - numérique, sociale et environnementale - ainsi que la justice sociale, le travail décent et le rôle de l'économie sociale et solidaire. Un accent particulier a été mis sur la **transformation de la structure financière internationale** en plaçant les gouvernements locaux et régionaux au centre, et sur la construction d'économies résilientes, inclusives et durables à partir de la base. Le dialogue et la coopération décentralisée ont également été placés au cœur des conversations, reconnus comme essentiels pour le développement à long terme et la consolidation de la paix.
4. Le Forum s'est conclu par une déclaration finale qui trace une voie concrète pour la mise en œuvre des politiques locales, régionales et nationales de manière articulée, en vue d'une reprise durable grâce à l'innovation territoriale, à de nouveaux modèles de production durable et à un travail décent, stable et de qualité.
5. Le président de CGLU a pris la parole lors de la séance plénière d'ouverture, à laquelle ont participé toutes les institutions andalouses et la première vice-présidente du gouvernement espagnol. Tout au long de la semaine, CGLU a co-organisé un total de sept sessions plénières et dialogues politiques avec des partenaires, en se concentrant sur la façon dont le développement économique local peut répondre aux principaux défis mondiaux et territoriaux. Ces espaces ont examiné la façon dont les gouvernements locaux et régionaux peuvent montrer la voie en encourageant **une nouvelle économie qui prend soin**, une économie centrée sur les personnes, inclusive et qui répond aux besoins locaux. Les idées des maires et des praticien·ne·s de toutes les régions ont été partagées, contribuant à une feuille de route collective et renforçant le rôle des territoires dans l'élaboration d'un avenir juste et durable.
6. La session statutaire du Bureau exécutif a rassemblé environ 200 participant·e·s, tant en personne qu'en ligne. Les discussions ont porté une attention particulière à la définition des messages à apporter à la Quatrième Conférence internationale sur le financement du développement et au Sommet social mondial. Elles ont également permis de définir les contributions de CGLU aux agendas mondiaux de 2025, y compris la 30^e COP qui se tiendra à Belém, et de renforcer l'engagement de l'Organisation en



faveur de la démocratie locale, du soin et de la paix. Les membres ont lancé un **appel à la sauvegarde de la démocratie locale**, qui est de plus en plus menacée dans le monde entier. Il a été souligné que le recul de la démocratie, la polarisation politique et l'érosion de la confiance dans les institutions mettent en péril la durabilité. Des tendances alarmantes telles que la manipulation des processus électoraux, la violence à l'encontre des fonctionnaires locaux, le rétrécissement des pouvoirs municipaux et les attaques croissantes contre l'égalité des genres et les droits fondamentaux ont également été soulignées comme des tendances auxquelles le mouvement municipal mondial doit faire face. Les maires ne sont pas seulement des administrateurs, mais des défenseurs vitaux de la démocratie, de la cohésion sociale et de la dignité humaine.

7. Le Bureau a commencé par une ouverture officielle et a célébré un débat consacré à la préparation de la Conférence internationale sur le financement du développement.
8. L'ouverture a été modérée par la secrétaire générale de CGLU qui a remercié les institutions hôtes représentées lors de l'ouverture et en particulier la direction politique de FAMSI et son équipe technique qui ont joué un rôle déterminant dans l'organisation de la réunion.
9. **M. José Luis García**, adjoint au maire de Séville, a souligné l'importance de la citoyenneté mondiale dans la construction d'un monde plus égalitaire et plus inclusif. Il a souligné l'engagement de Séville en faveur de la solidarité internationale par l'intermédiaire de son unité de coopération et de développement. Ces efforts impliquent une approche participative, engageant les ONG, les syndicats, les universités et d'autres acteurs par l'intermédiaire du Conseil de coopération et de développement de la ville.
10. **M. Francisco Javier Fernandez de los Rios**, président du Conseil de la province de Séville, a exprimé son plaisir d'accueillir le Bureau exécutif et le Forum sur le développement économique local. Il a souligné l'importance de cet événement pour les gouvernements locaux et le développement économique, ainsi que la fierté de Séville d'être la ville hôte. Il a souligné la responsabilité d'être de bons hôtes et de veiller à ce que les participant·e·s ne prennent pas seulement part aux discussions, mais fassent également l'expérience de l'hospitalité et de la richesse culturelle de la ville. Il a rappelé l'importance de l'événement, avec des participant·e·s venu·e·s de 105 pays, toutes et tous uni·e·s par leur rôle dans la gouvernance locale, très appréciée par les citoyen·ne·s pour sa proximité et sa capacité à résoudre les problèmes. Il a souligné l'importance de la paix pour le développement économique et a conclu en souhaitant plein succès aux participant·e·s et en les encourageant à contribuer à un monde plus optimiste et plus juste.
11. **M. Francisco Reyes**, président de FAMSI, a remercié CGLU d'avoir accepté sa proposition de participer au Forum mondial et d'avoir tenu le Bureau exécutif dans ce contexte. Il a reconnu que la situation mondiale est difficile et compliquée, en particulier les conflits en cours en Ukraine et à Gaza, qui ont profondément affecté les communautés les plus faibles. Il a souligné que le Forum se tenait à un moment crucial, alors que le monde est confronté à des transitions économiques, sociales et environnementales. Il a souligné l'importance de contribuer à un avenir plus juste, plus équitable et plus durable par le biais d'alliances et de stratégies communes, adaptées à chaque territoire. Il a insisté sur la nécessité de travailler en réseau, en particulier avec des organisations comme CGLU, pour s'assurer que la voix des gouvernements locaux soit entendue.
12. **M. Jan Van Zanen**, maire de La Haye et président de CGLU, a ouvert la réunion du Bureau exécutif en exprimant sa reconnaissance aux hôtes du Forum et en soulignant l'importance de la collaboration entre les gouvernements locaux, les institutions nationales et les entreprises. Il a souligné le moment critique pour l'humanité et le besoin de solutions communes alors que les disparités économiques se creusent. Il a

souligné que l'année 2025 serait cruciale pour la localisation dans l'agenda mondial, avec des événements majeurs tels que le Sommet mondial sur le développement social et la Conférence sur le financement du développement. Il a réitéré le rôle des gouvernements locaux en tant qu'agents de transformation et a souligné l'importance de l'Agenda 2030 pour la coopération mondiale. La Coalition sociale locale a été présentée comme une plateforme de dialogue pour influencer l'agenda mondial, en intégrant des points de vue intergénérationnels et en répondant aux besoins des jeunes. Le Président a également mentionné l'importance de la construction de la paix, de la diplomatie des villes et du prochain Forum mondial des villes et territoires de paix à Montevideo. Il a réaffirmé l'engagement de CGLU dans les Dialogues municipaux pour la paix, en mettant l'accent sur la Charte de La Haye sur la paix municipale. Malgré les défis mondiaux et les priorités changeantes, il a exhorté le collectif local et régional à travailler ensemble pour surmonter les incertitudes et les difficultés à venir.



Résultats du débat politique du Bureau exécutif

1. Dans le dernier segment du Bureau exécutif, un débat politique a été organisé sous le titre « **Les finances locales, essentielles au développement et au multilatéralisme** ». Ce débat stratégique, introduit par **M. Lee Jangwoo, maire de Daejeon et membre de la Présidence exécutive de CGLU**, visait à définir la position du collectif dans les négociations intergouvernementales, en se concentrant sur trois dimensions clés :
 - a) Aligner le financement sur les programmes de transformation locaux ;
 - b) Renouveler le multilatéralisme par une gouvernance inclusive du financement ;
 - c) Lier le financement à la fourniture de services publics et au droit à la ville.
2. **Mme Emilia Saiz, secrétaire générale de CGLU**, a modéré le débat et noté que les discussions avaient déjà été approfondies tout au long du Forum mondial sur le développement économique local. L'objectif était d'identifier les principales « demandes », les lacunes du processus et les **contributions stratégiques** que les gouvernements locaux et régionaux peuvent encore apporter aux discussions déjà avancées sur le document final de la Conférence sur le financement du développement.
3. **M. Claudio Tomasi, représentant résident du PNUD en Argentine**, a présenté les principales conclusions d'un récent rapport interinstitutionnel préparé par le PNUD, le DAES de l'ONU et d'autres partenaires, qui vise à mettre fin à la stagnation financière en renforçant les finances des gouvernements locaux. Il a souligné les priorités telles que l'**élargissement de l'espace fiscal local**, l'amélioration de l'accès aux garanties et au crédit, l'amélioration des finances publiques et de la gestion des actifs d'infrastructure, et la promotion de la coopération internationale. Il a insisté sur la nécessité de transferts nationaux plus prévisibles et à long terme, car ils restent la principale source de revenus pour de nombreuses collectivités locales. L'amélioration de la collecte des impôts locaux d'une manière progressive et inclusive a également été jugée cruciale. M. Tomasi a souligné le rôle des instruments de financement innovants, tels que les ODD et les obligations vertes, et l'importance de l'engagement du secteur privé. Il a présenté le cadre de financement national intégré (INFF, selon les sigles en anglais) comme un outil permettant d'aligner les budgets sur les politiques liées aux ODD, déjà expérimenté dans 10 pays au niveau local. Il a souligné l'importance du renforcement des capacités pour les gouvernements locaux de petite taille et manquant de ressources afin de soutenir la planification et le développement à long terme. Enfin, il a établi un lien entre le financement et la gestion et l'objectif de favoriser le développement économique local afin d'améliorer la qualité de vie et la prestation de services aux citoyen·ne·s.
4. **M. Carlos de Freitas, directeur exécutif du FMDV**, a réfléchi à l'opportunité historique offerte par l'article 34 de l'Agenda d'action d'Addis-Abeba, qui soutenait fortement le financement des collectivités locales, mais qui n'a pas été reproduit dans les textes globaux ultérieurs. Il a noté que l'actuel projet de document final de la FfD4 est fragmenté, les engagements en faveur des gouvernements locaux et régionaux étant dispersés dans différentes sections. Ce manque de cohérence affaiblit le soutien mondial



au financement local et au renforcement des capacités. Les négociations sont en cours, avec des tensions entre les pays développés et les pays en développement, et alors que rien n'a encore été retiré, le résultat final reste incertain. **CGLU et le FMDV proposent des amendements concrets pour renforcer le langage des finances locales** dans le texte et mobilisent les associations nationales et les champions de CGLU pour influencer leurs ministères des affaires étrangères. Un problème majeur est que ce sont les ministères des affaires étrangères, et non les ministères des finances, qui mènent les négociations, souvent sans expertise technique. Des partenariats stratégiques sont établis avec les ministres africains du développement urbain et les banques nationales de développement pour s'assurer que le financement local est visible dans le texte. Pour la première fois, les banques nationales de développement sont mentionnées aux côtés des banques multilatérales et régionales. Elles font pression pour que l'on mentionne explicitement la « localisation des financements » et que l'on reconnaisse les gouvernements locaux comme des partenaires clés dans les stratégies financières nationales. Enfin, M. de Freitas a appelé à la création d'un espace intergouvernemental au sein du processus FfD dédié aux finances locales, en s'appuyant sur des outils tels que l'Observatoire mondial CGLU-OCDE pour soutenir et suivre les progrès.

5. **Mme Wobine Buijs, maire d'Oss**, a souligné que la défense du rôle des gouvernements locaux dans le développement ne devait pas incomber uniquement à CGLU. Elle a exhorté tous les dirigeants locaux à s'engager de manière proactive auprès de leurs ministères nationaux des affaires étrangères, comme elle et ses pairs l'ont fait aux Pays-Bas. Elle a souligné l'importance pour les villes de se soutenir mutuellement dans la réalisation des ODD et la mise en place d'une gouvernance locale forte. Elle a souligné que les villes maintiennent souvent une collaboration même lorsque les gouvernements nationaux sont en conflit, et que les maires peuvent contribuer à la paix. Elle a appelé toutes et tous les participant·e·s à **revendiquer leur espace au niveau national** et à veiller à ce que les gouvernements locaux soient reconnus comme des acteurs clés dans les processus mondiaux.
6. **M. Íñigo Arbiol, sous-directeur de la Coalition Local2030**, a présenté l'initiative *Road to Seville (La route vers Séville)*, développée par la Coalition Local2030 à l'échelle de l'ONU, comme une approche pragmatique pour faire avancer la localisation des financements pour le développement durable. Cette initiative aligne trois processus : un document d'orientation avec des recommandations théoriques, des consultations régionales avec les commissions économiques des Nations unies et des ateliers locaux dirigés par des partenaires comprenant des gouvernements locaux et des acteurs financiers. Ces ateliers visent à identifier des solutions efficaces, évolutives et basées sur le contexte, dont l'impact systémique est avéré. L'objectif est d'introduire ces solutions locales dans les dialogues intergouvernementaux mondiaux et de produire à la fois un document de position à l'échelle du système des Nations unies et des outils pratiques. M. Arbiol a souligné l'importance d'impliquer les ministères des affaires étrangères et de présenter des mécanismes de financement mixtes et public-privé qui fonctionnent réellement sur le terrain. Il a invité les participant·e·s à organiser des ateliers et à proposer des solutions. Il a insisté sur le fait que la FfD4 est une étape clé mais pas une fin - l'accent devrait être mis sur la **construction de plateformes d'action permanentes**. Enfin, il a approuvé l'idée de conserver le projet de document actuel, si nécessaire, afin d'éviter les risques inutiles et de maintenir l'élan vers des résultats concrets et exploitables.
7. **M. Uğur Ibrahim Altay, maire de Konya et membre de la Présidence exécutive de CGLU**, a exprimé sa gratitude pour le Forum et son regret de ne pouvoir y assister en personne en raison de la fête du Ramadan. Il a souligné l'importance du développement économique régional pour relever les défis mondiaux et atteindre les ODD. Il a souligné que le Forum sur le développement économique local était l'occasion de mettre en valeur le potentiel des gouvernements locaux et a réaffirmé l'engagement de CGLU en faveur de **processus de transition équitables**. M. Altay a partagé la

collaboration de Konya avec le PNUD sur une obligation pionnière. Il a appelé les institutions de développement et les conférences à créer davantage d'opportunités pour les municipalités de s'engager dans des projets similaires. Soulignant la divergence entre les agendas des gouvernements nationaux et locaux, il a appelé à une plus grande inclusion des gouvernements locaux dans les processus internationaux. Il a insisté sur la nécessité de lutter contre le changement climatique et de promouvoir l'inclusion des femmes et des jeunes dans la gouvernance. Le Maire a conclu par des remerciements et l'espoir de participer à de futures réunions axées sur le développement local et la durabilité.

8. **M. Fernando Gray, maire d'Esteban Echeverria et vice-président de CGLU pour l'Amérique latine**, a souligné l'importance du forum DEL pour faire avancer des solutions réelles pour les villes et les gouvernements. Il a souligné le rôle des villes de périphérie dans la croissance urbaine et leur place stratégique dans la création de régions plus intégrées, démocratiques et durables. Il a invité les villes à se joindre à la prochaine réunion du Forum des autorités de périphérie (FALP) à Montevideo en mai 2025. Il a exprimé son soutien à une participation accrue des gouvernements locaux à la Conférence sur le financement du développement et a souligné la nécessité de **mécanismes de financement plus souples**. Le Vice-président a appelé à une meilleure coopération entre les gouvernements locaux, nationaux et régionaux, ainsi qu'avec les équipes des Nations unies, afin d'accélérer la mise en œuvre des Objectifs de développement durable. Il a également mentionné les principaux défis, notamment le changement climatique, la diversité démographique et le rôle de la technologie. Enfin, il a invité les gouvernements locaux à participer au 30^e Sommet des villes du Mercosur à Niterói, au Brésil, en décembre 2025, et a conclu en s'engageant à coopérer pour un monde plus juste et plus durable.
9. **M. Luis Barcala, maire d'Alicante**, a commencé par reconnaître son rôle de maire plutôt que de spécialiste, mais a souligné l'importance de trouver des solutions pragmatiques. Il a souligné la dégradation de la situation internationale et son impact direct sur le financement local, les municipalités étant souvent les dernières à bénéficier des ressources. Il a souligné l'absence d'un catalogue universel de services publics, qui conduit à des décisions arbitraires de la part d'autres administrations concernant les services que les gouvernements locaux doivent fournir. Il a appelé à la création d'une **déclaration universelle des services publics**, en donnant la priorité à ceux qui sont liés aux droits humains et en définissant des compétences claires pour chaque niveau d'administration. Le Maire a souligné que les gouvernements locaux ont besoin d'un financement juste et équilibré pour servir correctement les citoyen·ne·s. Il a critiqué la répartition inégale des revenus et des pouvoirs discrétionnaires entre les administrations locales et supérieures. Il a donné des exemples tirés de sa propre ville, Alicante, pour mettre en évidence des problèmes tels que l'impossibilité d'utiliser l'épargne pour les besoins locaux en raison de règles strictes en matière de dépenses. Il a soutenu que ces défis financiers devraient être abordés dans des forums tels que CGLU, où l'action collective est essentielle. Il a conclu en plaidant pour le renforcement des alliances public-public et public-privé afin de relever efficacement ces défis. Enfin, M. Barcala a souligné que les municipalités sont à la base de tous les services et qu'elles doivent être mieux comprises et soutenues par les administrations de plus haut niveau.
10. **M. Harkirat Singh, adjoint au maire de Brampton**, a souligné l'importance d'aborder le « comment » lorsqu'il s'agit de financement, appelant à une approche plus pragmatique. Il a suggéré que tout cadre devrait inclure le financement privé, soulignant que la ville de Brampton a obtenu un financement important de la part de sources institutionnelles et privées. Il a noté **le déficit d'investissement nécessaire pour atteindre les objectifs de développement**, qui est estimé entre 2,4 et 4 billions de dollars, et a souligné qu'une grande partie de ce déficit doit être comblée par le secteur privé. Il a mentionné la complexité du travail avec les entités privées et le manque d'expertise des gouvernements locaux et des partenaires privés, plaidant pour que les

meilleures pratiques soient incluses dans le cadre. En outre, il a commenté les restrictions commerciales qui affectent le Canada et sa ville, soulignant qu'une incertitude accrue pourrait avoir un impact à la fois sur le commerce et les flux de capitaux. L'adjoint au maire a averti qu'il se pourrait que ces questions doivent être abordées dans les mois à venir, car elles pourraient affecter toutes les personnes présentes dans la salle. Il a conclu en demandant à CGLU de garder un œil sur ces développements, en espérant que la situation ne s'aggrave pas.

11. **M. Sami Kanaan, maire de Genève**, a partagé une vision critique de la situation mondiale actuelle, en particulier le **démantèlement du système multilatéral**, avec l'administration américaine menant des coupes dans le financement de diverses organisations internationales, exacerbées par les pays européens qui réaffectent leurs budgets à la défense militaire. Il s'est inquiété de l'impact de ces réductions sur des programmes essentiels tels que l'éducation, les soins de santé et l'aide alimentaire, ainsi que du changement politique qui conduit à la censure et à l'effacement de sujets tels que le changement climatique et le féminisme du discours. Il a averti que cette crise n'est pas un problème temporaire mais un défi profond et durable, qui exige des gouvernements locaux qu'ils résistent à ces changements et qu'ils défendent leurs valeurs fondamentales. Malgré les défis, il a transmis un message optimiste, soulignant l'importance croissante du Forum des maires, qui est devenu une plateforme clé pour les maires au sein du système des Nations unies. Il a encouragé ses collègues à soutenir le Forum, qui se réunira en octobre, car il offre une occasion unique d'amplifier la voix collective des gouvernements locaux. Il a conclu en citant le philosophe italien Gramsci, soulignant la nécessité d'une alliance entre le pessimisme de la réalité et l'optimisme de la volonté.
12. **M. Anthony Berthelot, conseiller métropolitain de Nantes Métropole et coprésident du Conseil politique de CGLU sur les opportunités pour toutes et tous : Redéfinir les finances et l'économie pour l'égalité**, a remercié ses collègues pour leur contribution à la préparation de la 4^e Conférence de Séville, soulignant son importance stratégique dans la reconnaissance du rôle des gouvernements locaux dans la réalisation des ODD. Il a souligné la nécessité de reconnaître les gouvernements locaux comme des acteurs clés de l'architecture financière mondiale et du financement du développement, car ils représentent 65 % des ODD et 40 % de l'investissement public mondial. Malgré cela, le financement des gouvernements locaux est insuffisant, moins de 2 % de l'aide publique au développement leur parvenant. Il a souligné l'importance de renforcer les instruments financiers et d'améliorer les capacités d'ingénierie financière, en particulier pour les villes intermédiaires du Sud. Il a appelé à des règles claires et stables sur les transferts de fonds et les subventions, ainsi qu'à de meilleures politiques fiscales. Il a souligné que la coopération décentralisée était un outil essentiel pour le développement local et la durabilité, et a proposé la **création d'un mécanisme structuré de suivi de la localisation des financements**. Le coprésident a exhorté les collectivités locales à faire pression sur leurs États et sur les représentant·e·s des Nations unies pour que leurs voix soient prises en compte dans le document final de la Conférence. Il a encouragé une large mobilisation pour faire entendre la voix des gouvernements locaux au niveau mondial, rappelant le succès de l'Agenda d'action d'Addis-Abeba.
13. **M. Mauricio Zunino, maire de Montevideo, membre de la Présidence exécutive de CGLU et coprésident Conseil politique de CGLU sur les opportunités pour toutes et tous : Redéfinir les finances et l'économie pour l'égalité**, a souligné la nécessité pour les gouvernements locaux de jouer un rôle plus important dans les agendas mondiaux, en particulier lors de la prochaine Conférence sur le financement. Il a souligné que si l'apparition des gouvernements locaux dans les documents ne garantit pas la conformité, leur présence est cruciale. Le coprésident a souligné l'importance de **transformer les services publics et de relever les défis de l'infrastructure et du changement climatique**, dont les gouvernements locaux sont de plus en plus

responsables. Il a appelé à l'accès à des sources de financement claires et cohérentes pour soutenir les Objectifs de développement durable et les investissements dans les infrastructures. Il a exhorté les gouvernements locaux à faire pression sur leurs gouvernements nationaux, en particulier sur les ministères de l'économie et des finances, pour qu'ils répondent à ces besoins. Il a souligné l'importance de travailler avec les organisations multilatérales et les organismes de financement du développement pour garantir le financement des structures des collectivités locales. Il a fait remarquer que certains investissements peuvent avoir un faible rendement économique, mais des avantages sociaux importants, et qu'il convient de leur donner la priorité. Il a réitéré la nécessité pour la prochaine Conférence de Séville de reconnaître le rôle des gouvernements locaux et de créer des instruments financiers pour soutenir leur travail. Il a également souligné l'importance d'améliorer les capacités financières des gouvernements locaux pour mettre en œuvre des projets d'infrastructure qui améliorent la qualité de vie des citoyen·ne·s. Enfin, M. Zunino a appelé à un engagement clair en faveur du financement des gouvernements locaux pour atteindre ces objectifs.



Résumé des décisions

Sur les affaires institutionnelles et statutaires :

Le Bureau exécutif a :

- Recommandé les **misés à jour aux instances statutaires**, pour ratification formelle par le Conseil mondial ;
- Accepté de présenter la nomination de la maire de Rabat en tant que **vice-présidente de Metropolis**, pour ratification formelle par le Conseil mondial ;
- Approuvé les **demandes d'adhésion** présentées ;
- Donné mandat au **Groupe de travail sur les questions institutionnelles** de poursuivre ses travaux ;
- Accepté la convocation d'**une session extraordinaire de la Commission des affaires statutaires**.

Sur la culture :

Le Bureau exécutif a :

- Convenu de célébrer le **Sommet Culture** à l'occasion de la conférence Mondiacult de l'UNESCO, qui se tiendra à Barcelone du 29 septembre au 1^{er} octobre 2025 ;
- Mandaté le Secrétariat mondial et la Commission de la culture pour prendre contact avec la municipalité de Jeonju afin d'identifier les dates de la prochaine édition du Sommet Culture ;
- Approuvé le **document Culture 21 Plus**, en tant que cadre renouvelé de CGLU sur la culture et la durabilité.

Sur les événements clés de CGLU :

Le Bureau exécutif a :

- Pris note des résultats du **Forum mondial des villes intermédiaires** de Cuenca et convenu de diffuser la déclaration de Cuenca ;
- Été invité à se mobiliser pour le **Forum mondial des villes et territoires de paix**, qui se tiendra à Montevideo les 2 et 3 mai 2025 ;
- Été invité à se mobiliser pour la **Conférence de l'Observatoire international de la démocratie participative**, qui se tiendra à Córdoba (Argentine) du 21 au 23 mai 2025.

Sur les principales étapes en matière de politique et plaidoyer :

Le Bureau exécutif a :

- Pris note des activités liées au **30^e anniversaire du programme d'action de Beijing** et des résultats de la Commission de la condition de la femme (CSW69) ;
- Été invité à se mobiliser pour les activités organisées sous l'égide du mouvement municipal féministe, en particulier la **conférence internationale qui sera célébrée à Stockholm** les 22 et 23 septembre 2025 ;

- Convenu de soutenir la stratégie de CGLU sur le **renforcement de l'engagement des jeunes** ;
- Convenu de soutenir l'**agenda de l'Organisation en vue de la COP30**, qui se tiendra à Belém du 11 au 24 novembre 2025 ;
- Mandaté le Secrétariat mondial pour poursuivre les consultations autour de la **Charte de La Haye sur la paix municipale**, afin de recommander son adoption par le Conseil mondial.

Sur la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement :

Le Bureau exécutif a :

- Ratifié la structure et le ton de la **déclaration**, qui sera présentée par l'intermédiaire de la Global Taskforce avant la Conférence sur le financement du développement, qui se tiendra à Séville du 30 juin au 3 juillet 2025 ;
- Donné mandat aux coprésidents du Conseil politique sur les opportunités pour toutes et tous : redéfinir les finances et l'économie pour l'égalité, pour mobiliser les partenaires autour de la déclaration ;
- Été invité à assurer la mobilisation pour l'**Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux**, qui sera organisée les 30 juin et 1^{er} juillet.



Rapport des principales décisions

I. Affaires institutionnelles et statutaires

1. Rapport du Comité de gestion financière
2. Rapport de la Commission des affaires statutaires

II. Mises à jour des priorités en matière de politique et de plaidoyer

1. Forum mondial des villes intermédiaires
2. Forum mondial des villes et territoires de paix
3. Conférence de l'Observatoire international de la démocratie participative
4. Sommet Culture de CGLU et Culture 21 Plus
5. Forger un leadership pour l'égalité
6. Les visions de la jeunesse à l'origine des actions locales
7. Faire équipe avec la nature
8. La Charte de La Haye sur la paix municipale
9. Vers la Conférence des Nations unies sur le financement du développement

I. Affaires institutionnelles et statutaires

1. Rapport du Comité de gestion financière

1. Le Comité a partagé que la clôture provisoire des comptes 2024 indique un résultat positif de 195 483 €. Ce résultat encourageant est attribué à des mesures efficaces de contrôle des coûts et à une stratégie de recettes bien diversifiée. Un audit final sera effectué et le rapport d'audit complet sera présenté lors de la prochaine réunion du Comité à Xi'an.
2. En ce qui concerne la réalisation du budget 2025, le Comité a confirmé que les activités entreprises depuis le début de l'année progressent conformément au budget et au programme de travail approuvés. La stratégie financière reste axée sur l'équilibre et le maintien de liquidités suffisantes, en particulier dans le contexte de l'incertitude financière mondiale actuelle.
3. Pour ce qui est de l'avenir, le Comité a discuté de l'importance de la viabilité à moyen et à long terme de l'Organisation. À cet égard, les membres ont exprimé un engagement commun à explorer les moyens d'améliorer la collecte des cotisations des membres. Le renforcement de ce domaine est considéré comme essentiel pour consolider la nature de CGLU basée sur l'adhésion, favoriser un plus grand sens de l'engagement et de l'appropriation au sein du réseau, et sauvegarder la capacité et l'indépendance de l'Organisation en matière de plaidoyer.
4. Le rapport s'est conclu par une réaffirmation de l'engagement du leadership et du Comité à poursuivre ces efforts et à assurer la résilience et la croissance continues de CGLU.



Décisions :

- Les membres du Bureau exécutif ont pris note du rapport et des recommandations du Comité de gestion financière.
- Ils et elles ont remercié la Trésorière et l'Auditrice honoraire pour leur travail de sauvegarde des procédures financières de l'Organisation.

2. Rapport de la Commission des affaires statutaires

5. La Commission des affaires statutaires a examiné les mises à jour des instances statutaires, soumises par les différentes sections de CGLU, qui étaient principalement dues à de récentes élections locales. La plupart de ces changements ont été jugés conformes aux équilibres de représentation convenus à Daejeon et n'ont soulevé aucune préoccupation. Toutefois, quelques mises à jour nécessitent des éclaircissements, notamment en ce qui concerne les mandats politiques et le statut de membre de certains représentant·e-s et institutions. La Commission a recommandé que le Bureau exécutif accepte de présenter les changements validés au Conseil mondial pour approbation formelle dans le courant de l'année, à l'exception de ceux qui nécessitent des éclaircissements.
6. Une nouvelle nomination a également été envisagée dans le cadre de la Vice-présidence de CGLU, suite à l'élection de la maire de Rabat en tant que présidente de Metropolis. La Commission a reçu la proposition de Metropolis de nommer la maire de Rabat, également trésorière de CGLU, en tant que vice-présidente de CGLU pour Metropolis, sous réserve de l'accord du Bureau exécutif et de la ratification ultérieure par le Conseil mondial.
7. En ce qui concerne les adhésions, la Commission a examiné les nouvelles demandes d'adhésion reçues par le Secrétariat mondial et les différentes sections. Elle a souligné l'importance de l'expansion du réseau et s'est félicitée des campagnes d'adhésion menées par les sections. Après avoir examiné les demandes, la Commission a recommandé leur approbation par le Bureau exécutif.
8. La Commission a également reçu une mise à jour du Groupe de travail sur les questions institutionnelles, qui s'est réuni régulièrement depuis le dernier Conseil mondial. Il s'attache actuellement à finaliser le Règlement intérieur et à clarifier les règles électorales en vue du prochain processus électoral. Certains des changements proposés, notamment en ce qui concerne la durée des mandats et le cumul des fonctions, pourraient nécessiter des amendements constitutionnels. La Commission a souligné la nécessité d'un consensus et d'un alignement sur les valeurs fondamentales et les priorités de CGLU.
9. Pour faire avancer ce travail, le Groupe de travail organisera une réunion en personne après la réunion du Bureau exécutif afin de finaliser les propositions. La Commission a également décidé de tenir une réunion extraordinaire avant le Conseil mondial afin d'examiner et d'affiner les recommandations et le projet de Règlement intérieur.

Décisions :

- Les membres du Bureau exécutif sont convenu·e-s de recommander les mises à jour aux instances statutaires pour ratification formelle par le Conseil mondial.
- Ils et elles ont convenu de présenter la nomination de la maire de Rabat en tant que vice-présidente de CGLU pour Metropolis à la ratification formelle du Conseil mondial.
- Ils et elles ont approuvé les demandes d'adhésion présentées.
- Ils et elles ont donné mandat au Groupe de travail sur les questions institutionnelles pour poursuivre ses travaux.
- Ils et elles ont convenu de convoquer une session extraordinaire de la Commission des affaires statutaires.

II. Mise à jour des priorités en matière de politique et de plaidoyer

1. Forum mondial des villes intermédiaires

10. Le 3^e Forum mondial des villes intermédiaires s'est tenu à Cuenca, en Équateur, en janvier. Le Forum a été façonné par un processus de consultation structuré dirigé par un comité politique central composé de maires de villes intermédiaires. Les principaux résultats sont les suivants :
- a) La **réaffirmation du rôle des villes intermédiaires** en tant qu'élément central de la lutte contre les inégalités et en tant que gardiennes des systèmes de vie et de la durabilité.
 - b) La **Déclaration de Cuenca**, qui reflète les priorités des villes intermédiaires en matière d'action climatique, de développement territorial et de citoyenneté mondiale.
 - c) Le renforcement des partenariats avec des institutions telles qu'ONU-Habitat, l'OCDE, la CEPAL, l'UNICEF et ICLEI.
 - d) Des plans pour faire participer les villes intermédiaires au processus du G20, à la conférence des Nations unies sur le financement du développement et aux dialogues sur les migrations climatiques.
11. Le Forum a mis l'accent sur les **liens entre les zones urbaines et rurales** et sur l'importance d'investir dans la résilience des zones rurales. La nécessité d'une **gouvernance communautaire** axée sur la justice sociale et climatique est également ressortie du Forum, de même que l'importance de la protection des **zones de recharge de l'eau**, essentielle à la durabilité à long terme. L'un des résultats du Forum a également été un appel à une plus grande coopération entre les niveaux de gouvernement, et en faveur de mécanismes tels qu'un **prix mondial pour les villes intermédiaires**.
12. Les membres ont souligné la pertinence du Forum, ainsi que l'importance du Forum mondial sur le développement économique local, en insistant sur les thèmes des **savoirs ancestraux**, de la **protection de l'environnement** et de la **solidarité municipale**.

Décisions :

- Les membres du Bureau exécutif ont pris note des développements et des résultats du 3^e Forum mondial de CGLU sur les villes intermédiaires.
- Ils et elles ont pris note de la Déclaration de Cuenca et sont convenu·e·s de la diffuser.

2. Forum mondial des villes et territoires de paix

13. Le 5^e Forum mondial des villes et territoires de paix se tiendra à **Montevideo les 2 et 3 mai 2025**. Il s'agit d'une plateforme clé pour approfondir l'agenda de la paix de CGLU et renforcer le rôle des **gouvernements locaux dans la prévention et la résolution des conflits**.
14. Les éléments clés du Forum sont les suivants :
- a) Un espace critique de réflexion sur le **lien entre la paix et le développement**, particulièrement pertinent dans un monde de plus en plus marqué par la violence et les conflits.
 - b) Une occasion de **dialogue entre les différents secteurs**, y compris les gouvernements locaux, la société civile, les universités et les organisations multilatérales.

- c) Un lieu pour aborder la **violence urbaine** d'un point de vue latino-américain et pour promouvoir **des politiques de consolidation de la paix basées sur le genre**.
15. L'importance de construire des « **territoires de paix** » a été soulignée, ainsi que l'engagement de Montevideo à faire du Forum un processus collaboratif et inclusif.
16. Le Forum a été positionné comme un **événement clé pour 2025** dans l'agenda plus large de CGLU sur la **diplomatie des villes et la construction de la paix au niveau local**.

Décisions :

- Les membres du Bureau exécutif ont pris note des mises à jour concernant le prochain Forum mondial des villes et territoires de paix.
- Ils et elles ont été invité·e·s à participer à l'événement de Montevideo en mai.

3. Conférence de l'Observatoire international de la démocratie participative

17. L'Observatoire international de la démocratie participative (OIDP) est un mécanisme de consultation de CGLU visant à **approfondir la démocratie participative** aux niveaux local et régional. **La 24^e Conférence internationale de l'OIDP** aura lieu à **Córdoba, en Argentine, du 21 au 23 mai 2025**, sous l'égide du maire Daniel Passerini. Le thème en sera : « **Connecter, intégrer et humaniser : les villes face au défi de générer de communauté** ».
18. L'OIDP est soutenu par un vaste réseau de villes membres et de la société civile, en particulier la **ville de Barcelone**. Il joue un rôle essentiel dans l'**Alliance mondiale pour la démocratie** et fonctionne comme un **laboratoire d'innovation** en matière de pratiques participatives. La Conférence accueillera également le **19^e prix des meilleures pratiques en matière de participation citoyenne**, avec 137 nominations reçues de 108 gouvernements locaux et régionaux dans plusieurs catégories. Le processus comprend à la fois une sélection par un jury et un **vote populaire**, soulignant ainsi son esprit participatif.
19. Les membres européens ont fait une intervention sur les menaces qui pèsent sur la **démocratie locale** dans le monde, telles que le **recul démocratique**, la **désinformation** et la **violence croissante à l'encontre des élu·e·s**, l'**érosion de l'autonomie locale** et de l'**égalité des genres**, ainsi qu'un appel à l'action pour **défendre les valeurs démocratiques**, renforcer les gouvernements locaux et **protéger les droits humains et l'État de droit**.

Décisions :

- Les membres du Bureau exécutif ont pris note des informations fournies concernant la Conférence de l'OIDP.
- Ils et elles ont été invité·e·s à se mobiliser pour la Conférence de mai à Córdoba.

4. Sommet Culture de CGLU et Culture 21 Plus

20. CGLU réaffirme que la culture est un **pilier de la durabilité** et une pierre angulaire de son plaidoyer mondial. **Le 6^e Sommet Culture de CGLU**, initialement prévu à Jeonju, en République de Corée, sera réorganisé en raison de circonstances internes à la ville hôte.

21. Les mises à jour suivantes ont été communiquées :
- a) Le Sommet a été proposé à **Barcelone**, dans le cadre du **Mondiacult 2025** de l'UNESCO, qui se tiendra du 29 septembre au 1^{er} octobre, sous le titre « Ouvrir la voie à la reconnaissance de la culture en tant qu'objectif à part entière dans l'Agenda post-2030 ».
 - b) Il servira à présenter **Culture 21 Plus**, un nouveau document-cadre élaboré par la **Commission de la culture** de CGLU, qui renforce la place de la culture dans le développement durable et appelle à son inclusion en tant qu'**objectif autonome** dans l'agenda mondial.
 - c) L'événement est soutenu par la **ville de Barcelone**, le **conseil de la province de Barcelone**, le **gouvernement de Catalogne** et le **ministère espagnol de la Culture**.
22. Ce point a renforcé l'idée que **les gouvernements locaux sont des acteurs clés** pour élever la culture dans les politiques de durabilité et que CGLU continuera à conduire cet agenda au niveau mondial.

Décisions :

- Les membres du Bureau exécutif ont décidé de célébrer le Sommet Culture à l'occasion de la Conférence Mondiacult à Barcelone.
- Ils et elles ont mandaté le Secrétariat mondial et la Commission de la culture pour prendre contact avec la municipalité de Jeonju afin d'identifier les dates de la prochaine édition du Sommet Culture.
- Ils et elles ont approuvé le document Culture 21 Plus, en tant que cadre renouvelé de CGLU sur la culture et la durabilité.

5. Forger un leadership pour l'égalité

23. Ce point s'est concentré sur la promotion de l'**égalité des genres et du leadership féministe** au sein du réseau de CGLU et au-delà, marquant le **30^e anniversaire de la Déclaration et de la Plateforme d'action de Beijing**.
24. Un rapport a été présenté sur la participation de CGLU à la **69^e Commission de la condition de la femme (CSW69)** qui s'est tenue récemment à New York. Les **lacunes persistantes en matière d'égalité des genres**, avec la violence contre les femmes encore répandue et la trop faible représentation des femmes dans la prise de décisions, ont été particulièrement mentionnées. Le **manque de participation** des gouvernements locaux et de la société civile à la rédaction de la déclaration politique de la CSW69 a été souligné. Toutefois, la **Journée des gouvernements locaux et régionaux**, organisée conjointement par CGLU et la Global Taskforce, a été un succès, car elle a permis d'exprimer les points de vue locaux.
25. Les membres du Bureau ont été invité·e·s à la prochaine **conférence de Stockholm** en septembre, co-organisée par la **Commission permanente de CGLU pour l'égalité des genres** et l'**Association suédoise des autorités locales et régionales**, qui vise à renforcer le mouvement municipal féministe mondial.
26. La participation historique des **membres masculins de la Présidence de CGLU** aux sessions de la CSW a été mentionnée, reflétant **un engagement collectif** en faveur de l'égalité entre des genres.
27. Le point a réaffirmé que l'égalité des genres **n'est pas une question isolée**, mais qu'elle est au cœur de la **gouvernance démocratique**, de la **durabilité** et de la **paix**. CGLU s'est engagée à continuer à soutenir son mouvement féministe mondial par l'apprentissage partagé, la visibilité et la réforme institutionnelle.

Décisions :

- Les membres du Bureau exécutif ont pris note des activités liées au 30^e anniversaire de la Plateforme d'action de Beijing et des résultats de la CSW69.
- Ils et elles ont été invité·e·s à se mobiliser pour les activités prévues dans les prochains mois, en particulier pour la Conférence de Stockholm.

6. Les visions de la jeunesse à l'origine des actions locales

28. Ce point a mis en évidence les efforts croissants de CGLU pour intégrer structurellement **les voix des jeunes** dans ses processus d'élaboration des politiques et de prise de décisions, conformément au **Pacte pour l'avenir** et **Déclaration de Daejeon**.
29. Trois axes principaux de cet agenda ont été mis en évidence :
- a) Le **Caucus des jeunes de CGLU**, qui est devenu un mécanisme de consultation clé et vise à devenir un **espace permanent** au sein des structures de CGLU.
 - b) Un récent **dialogue intergénérationnel**, organisé lors du Séminaire de CGLU, qui a rassemblé des membres de la Présidence de CGLU et de jeunes élu·e·s de villes telles que Sydney, Portbou, Barcelone et d'autres villes d'Afrique et d'Europe.
 - c) La participation des jeunes a été présentée comme essentielle non seulement pour **amplifier les diverses perspectives**, mais aussi pour garantir que l'agenda de CGLU reste **créatif, inclusif et tourné vers l'avenir**.
30. Des discussions sont en cours avec le **sous-secrétaire général des Nations unies pour la jeunesse** afin d'élaborer une **stratégie commune** qui renforcera le rôle des jeunes dans la gouvernance mondiale et améliorera la coopération entre les structures locales de jeunesse et les mécanismes internationaux.
31. Le Bureau a reconnu la nécessité d'aller au-delà de l'inclusion symbolique et d'évoluer vers une **intégration systémique des jeunes**, en particulier dans des domaines tels que l'**action climatique**, l'**égalité** et le **nouveau leadership urbain**.

Décisions :

- Les membres du Bureau exécutif ont pris note de la stratégie renforcée de CGLU en matière d'engagement des jeunes.
- Ils et elles ont été invité·e·s à soutenir l'intégration de ces priorités dans les processus structurels plus larges de l'Organisation.

7. Faire équipe avec la nature

32. Ce point a rappelé la centralité du pilier planète dans le Pacte pour l'avenir de CGLU, soulignant l'importance d'un **contrat social renouvelé fondé sur l'harmonie avec la nature**. 2024 a été une année particulièrement importante, avec un engagement accru des gouvernements locaux et régionaux reflété dans des stratégies plus fortes sur les **pertes et dommages** et l'engagement avec les Conventions de Rio.
33. CGLU réitère le **lien entre la nature et les droits humains** dans la politique de CGLU, en plaidant pour la reconnaissance de la nature en tant que sujet de droits. L'importance de la protection des biens communs, tels que les ressources en eau, a été rappelée aux membres. CGLU reste attachée à la justice climatique et aux pertes et dommages comme points d'entrée pour la défense des droits humains et de la nature. La coordination avec ICLEI et d'autres partenaires est particulièrement pertinente pour assurer une représentation précise des gouvernements locaux dans les agendas climatiques mondiaux.

34. L'Organisation mondiale joue un rôle spécifique en tant qu'un des rares acteurs à placer les biens communs au centre de l'agenda climatique, et appelle à une présence stratégique continue jusqu'à la COP30 à Belém, au Brésil.

Décisions :

- Les membres du Bureau exécutif ont pris note des progrès réalisés.
- Ils et elles ont été invité·e·s à soutenir l'agenda de la COP de Belém.

8. La Charte de La Haye sur la paix municipale

35. La Charte de La Haye sur la paix municipale a été présentée comme une étape clé dans le **positionnement des gouvernements locaux en tant qu'acteurs centraux de la construction de la paix dans le monde**. La Charte est le résultat des Dialogues municipaux pour la paix qui se sont tenus lors du Conseil mondial de 2024 à La Haye, ville de paix et de justice.

36. Les principaux éléments mis en évidence sont les suivants :

- a) La Charte s'appuie sur des cadres internationaux tels que l'Agenda 2030, le Nouvel agenda urbain et le Prix de CGLU pour la paix, et reconnaît la capacité unique des municipalités à **favoriser l'intégration sociale, à aborder les causes profondes de la violence et à promouvoir une gouvernance inclusive**.
- b) Elle comprend des recommandations concrètes et des exemples d'initiatives de paix menées par les communautés et contribue à définir les critères du prochain Prix de CGLU pour la paix.
- c) La Charte sera officiellement lancée lors du Forum mondial des villes et territoires de paix à Montevideo en mai, et le Prix pour la paix sera décerné lors du Congrès mondial de CGLU à Tanger en 2026.

Décisions :

- Les membres du Bureau exécutif ont pris note de la Charte de La Haye sur la paix municipale.
- Ils et elles ont mandaté le Secrétariat mondial pour poursuivre les consultations, afin de recommander l'adoption de la Charte par le Conseil mondial.

9. Vers la Conférence des Nations unies sur le financement du développement

37. La prochaine Conférence sur le financement du développement, qui se tiendra à Séville du 30 juin au 3 juillet, représente une occasion cruciale de **faire reconnaître le rôle des gouvernements locaux et régionaux** dans l'architecture financière mondiale.

38. Trois dimensions essentielles pour structurer la contribution de CGLU au processus menant à la Conférence ont été mises en évidence :

- a) Aligner le financement sur les programmes de transformation locaux ;
- b) Renouveler le multilatéralisme par une gouvernance inclusive du financement ;
- c) Lier le financement à la fourniture de services publics et au droit à la ville.

39. Ce point comprenait un appel fort à un **plaidoyer collectif** de tous les membres de CGLU auprès de leurs ministères des Affaires étrangères respectifs, soulignant que ce n'est que par une action unifiée que les gouvernements locaux obtiendront la reconnaissance et le financement nécessaires pour remplir leurs mandats.

Décisions :

- Les membres du Bureau exécutif ont pris note des activités et des mesures prises pour assurer la représentation et la contribution effective des gouvernements locaux et régionaux dans le processus de financement du développement.
- Ils et elles ont été invité·e·s à assurer la mobilisation à l'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux, qui se tiendra les 30 juin et 1^{er} juillet 2025.
- Ils et elles ont ratifié la structure et le ton de la déclaration qui sera présentée, par l'intermédiaire de la Global Taskforce, avant la Conférence.
- Ils et elles ont donné mandat aux coprésidents du Conseil politique sur les opportunités pour toutes et tous : redéfinir les finances et l'économie pour l'égalité, et à la Présidence, pour mobiliser les partenaires autour de la déclaration.



Adhésions approuvées

POUR LES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET REGIONAUX

- **CGLU-ASPAC & CGLU - Section métropolitaine :**

VILLE DE DHAKA NORTH (*Bangladesh*)

- **CGLU - Section métropolitaine :**

BOGOTÁ – RÉGION MÉTROPOLITAINE DE CUNDINAMARCA (*Colombie*)

- **CGLU-Amérique latine (via Mercociudades) :**

MUNICIPALITÉ DE LA PLATA (*Argentine*)

- **CGLU-MEWA :**

MUNICIPALITÉ D'AKSARAY (*Turquie*)

Calendrier des événements clés 2025

Veillez noter que ce calendrier présente une sélection d'événements pour lesquels l'Organisation mondiale joue un rôle spécifique. Il ne s'agit pas d'un calendrier complet des événements de CGLU, de ses sections et de ses membres.

En **gras** : les événements organisés ou convoqués par CGLU.



AVRIL

27-29
Hué, Vietnam

45^e Congrès de l'Association internationale des maires francophones (AIMF)



MAI

2-3
Montevideo, Uruguay

Forum mondial des villes et territoires de paix

11-13
Riyad, Arabie Saoudite

Dialogue entre villes arabes et européennes

21-23
Córdoba, Argentine

Conférence de l'Observatoire international de la démocratie participative (OIDP)

26-27
Maricá, Brésil

Bureau exécutif de FLACMA

28-29
Aksaray, Turquie

Bureau exécutif de CGLU-MEWA

29-30
Nairobi, Kenya

Assemblée des Nations unies pour l'habitat



JUIN

2-6
Genève, Suisse

Plateforme mondiale des Nations unies sur la réduction des risques de catastrophes

2-13
Genève, Suisse

113^e session de la Conférence internationale du travail

9-12
Nice, France

Troisième Conférence des Nations unies sur les océans
7 : Sommet sur l'élévation des océans et la résilience côtière

9-15
Tshwane, Afrique du Sud

Réunion Urban 20

11-13
Barranquilla, Colombie

15^e Sommet du Forum mondial sur la migration et le développement

15-18
Hambourg, Allemagne

Sommet de l'Union internationale des transports publics (UITP)



17-18
Bruxelles, Belgique

Réunion annuelle du partenariat de l'UE pour le développement

23-24
Oslo, Norvège

Sommet des dirigeants du CCRE



JUILLET

30 juin-3 juillet
Séville, Espagne

Quatrième Conférence internationale sur le financement du développement
30 juin-1^{er} juillet : **Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux**

14-23
New York, USA

Forum politique de haut niveau
16 : **Forum des gouvernements locaux et régionaux**



SEPTEMBRE

4-5
Paris, France

Conférence internationale sur les proximités urbaines durables

9-23
New York, Etats-Unis

80^e session de l'Assemblée générale des Nations unies

11-14
Johannesburg, Afrique du Sud

Sommet des maires Urban 20

23-24
Stockholm, Suède

Remodeler le pouvoir pour l'égalité : La participation politique des femmes et l'avenir de la démocratie, coorganisé par SALAR et CGLU
23 (à confirmer) : **Réunion de la Commission permanente de CGLU pour l'égalité des genres**

24-26
Goyang, Rép. de Corée

10^e Congrès de CGLU-ASPAC

29 sept—1^{er} octobre
Barcelone, Espagne

Conférence Mondiacult de l'UNESCO
Sommet Culture de CGLU

29 sept-1^{er} octobre
Séoul, Rép. de Corée

Congrès du 40^e anniversaire de Metropolis Seoul 2025

Dates à confirmer
Bogota, Colombie

Sommet UE-Amérique latine-Caraïbes



OCTOBRE

16-18
Xi'an, Chine

Conseil mondial de CGLU
en parallèle à l'événement « Bridge for Cities » de l'ONUDI

29-31
Bordeaux, France

7^e Forum mondial de l'économie sociale et solidaire



NOVEMBRE

4-6
Doha, Qatar

Sommet mondial pour le développement social

10-21
Belém, Brésil

30^e session de la Conférence des parties sur le changement climatique (COP 30)

Dates à confirmer
Samsun, Turquie

Congrès de CGLU-MEWA



DECEMBRE

3-5
Niteroi, Brésil

30^e Sommet de Mercociudades

8-12
Nairobi, Kenya

7^e Assemblée des Nations unies pour l'environnement
6 : Sommet des villes et régions

8-9
Bruxelles, Belgique

Forum international de l'UE sur les villes et les régions